COUR D'APPEL DE CAEN

TRIBUNAL POUR ENFANTS

61014 ALENCON CEDEX

Juge

Secteur : C

Affaire : C23/0021 (Assistance éducative)

Minute : 80/2025

Ordonnance du 20 juin 2025

**ORDONNANCE EN ASSISTANCE
EDUCATIVE**

Nous, _____, Juge des Enfants au Tribunal Judiciaire d'Alençon, statuant en chambre du conseil,

Vu les articles 375 à 375-8 du Code Civil, 1181 à 1200-1 du Code de Procédure civile relatifs à l'assistance éducative,

Vu l'article 514 du Code de Procédure civile relatif à l'exécution provisoire,

Vu la surcharge chronique du cabinet ne permettant d'organiser une audience dans des délais raisonnables,

Vu l'urgence,

Vu la procédure d'Assistance Educative suivie à l'égard de :

_____, né le _____ à _____
_____, né le _____ à _____
_____, né le _____ à _____
_____, né le _____ à _____

dont les parents :

_____, demeurant _____
_____, demeurant _____

Vu le jugement en date du 6 juin 2024

Vu le rapport en date du 16 mai 2024

EXPOSE DE LA SITUATION

Il résulte des éléments de la procédure et notamment des précédentes décisions que la famille de _____, _____ et _____ a pu faire l'objet de mesure judiciaire d'investigation éducative dans le ressort de Nanterre, avant qu'une mesure d'assistance éducative en milieu ouvert soit mis en œuvre et prenne fin en juin 2022, puis soit réinstaurée en mars 2023 en raison des difficultés liées à l'épuisement parental dans la prise en charge des troubles autistiques de _____ et aux difficultés des deux autres enfants à trouver leur place avec leur frère aîné, qui s'ajoutaient à des inquiétudes sur la gestion du budget face à une procédure d'expulsion initiée pour le non-paiement du loyer, alors que Mme _____ était enceinte de son quatrième enfant.

Compte tenu des violences régulières commises par _____ à l'égard de ses frères mais aussi de ses parents, de ses attitudes sexualisées, et d'une absence de Mme _____, le placement de l'ensemble de la fratrie était décidé provisoirement, mais mis en œuvre uniquement à l'égard d' _____ et _____, avant d'être levé à l'issue de l'audience de septembre

2023, compte tenu de l'engagement des parents qui se disaient séparés, d'assurer une prise en charge des enfants évitant les contacts entre eux, avec la perspective de poursuivre la réflexion dans le cadre éducatif sur la prise en charge de

En janvier 2024 le juge des enfants constatait que les parents ne respectaient pas les modalités d'accueil séparées des enfants afin de garantir à chacun d'eux une prise en charge adaptée, les exposant ainsi à de nouvelles violences, à l'absence de mise en place de suivi psychologique, et se montrait réticents à l'intervention éducative. Il décidait en conséquence du placement de auprès de l'aide sociale à l'enfance en renouvelant la mesure d'assistance éducative pour et et étendant celle-ci à , dernier né de la fratrie. En juin 2024, le placement de était renouvelé, et l'assistance éducative des autres enfants levée en faveur d'un sursis à statuer.

A l'occasion de l'audience concernant , l'aide sociale à l'enfance sollicite que soit ordonnée une nouvelle mesure d'assistance éducative en milieu ouvert au profit de ses frères au regard des violences physiques que dénonce, du déni des parents concernant les agressions sexuelles imposées par et de l'absence d'adhésion des parents à la précédente mesure éducative.

Si le placement de a connu des incidents et des difficultés de prises en charge, aucun élément d'inquiétude n'a été signalé concernant et jusqu'à la demande de l'aide sociale à l'enfance. Cette demande de mise en œuvre d'une nouvelle mesure d'assistance éducative en milieu ouvert est principalement fondée sur des comportements ou des propos de , et font référence à une période où était lui même encore au domicile. L'absence de tout élément concernant et eux-même dans leurs développements, leurs comportements ou des plaintes qu'ils pourraient rapporter depuis la mise en œuvre de l'éloignement de leur frère ne permet pas de caractériser une situation de danger.

Au terme de ce sursis à statuer, il convient donc de dire n'y avoir plus lieu à assistance éducative.

PAR CES MOTIFS

Le juge des enfants, par décision réputée contradictoire, en chambre du conseil et en premier ressort,

DIT N'Y AVOIR PLUS LIEU à assistance éducative à l'égard de , et .

ORDONNE la clôture de la présente procédure et son classement au Greffe du Tribunal pour Enfants d'ALENCON.;

CONSTATE l'exécution provisoire de la présente décision.

DIT que les dépens du présent jugement seront supportés par le Trésor.

En foi de quoi, le présent jugement a été signé par le Juge des Enfants.

**Fait, en Notre Cabinet
le 20 juin 2025**

Le Juge des Enfants,